



# Action urgente

FIAN France  
15, Rue Georges Jacquet  
38000 Grenoble  
fianfrance@no-log.org  
<http://www.face-it-act-now.org>

0720UPHL

## **PHILIPPINES : L'accès à la terre est refusé à 165 fermiers bénéficiaires, Sumilao, Bukidnon, Nord de Mindanao.**

Ces dix dernières années, 165 fermiers de Sumilao, Bukidnon, n'ont cessé de se battre pour leur droit à se nourrir. En 1995, ces fermiers avaient été retenus officiellement comme bénéficiaires pour 144 ha de terres. Pourtant, les terres concernées, à vocation agricole, ont été reconverties en terres à usage agro-industriel. Elles ont donc été retirées du programme national de réforme agraire. Le 10 octobre, 50 paysans de Sumilao ont entamé une marche de 1500 km vers Manille dans le but de porter leur cause devant le Ministère de la Réforme Agraire et devant la Présidence avant la Journée Internationale des Droits de l'Homme (10 décembre).

**Veillez écrire une lettre polie à la Présidente Gloria Macapagal-Arroyo de même qu'à Nasser C. Pangandaman, Secrétaire du Ministère de la Réforme Agraire, en leur demandant de partager immédiatement la propriété susmentionnée entre les 165 fermiers bénéficiaires et leurs familles et de les y installer.**

### **Contexte**

Bukidnon est une province située dans la région septentrionale de l'île de Mindanao. Elle est connue aux Philippines comme la principale région productrice de nourriture à Mindanao. Elle produit du riz, du maïs, du café, des ananas et autres fruits et légumes ainsi que des poulets, porcs et bovins.

Depuis 10 ans, les paysans de Sumilao, Bukidnon, se battent pour leur droit à se nourrir. En 1990, le Domaine Quisumbing d'une superficie de 144 ha a été intégré dans le programme national de réforme agraire, le CARP. 165 fermiers ont alors été désignés comme paysans bénéficiaires et le Ministère de la Réforme Agraire (DAR) leur a octroyé en 1995 un Certificat d'Attribution de Propriété Foncière (CLOA). Pourtant, on ne leur a jamais distribué la terre et les paysans n'ont pas pu la cultiver pour se nourrir de façon adéquate. Peu après la réception de leur CLOA, le propriétaire terrien a introduit une demande de reconversion de ces 144 ha de terres agricoles en terrains à vocation agro-industrielle pour y établir la Zone de Développement Agro-Industriel de Bukidnon (BAIDA) en dépit du fait que la loi interdit toute négociation visant à une quelconque reconversion quand les terres agricoles sont de premier choix. Le Bureau Central du DAR refusa la demande de reconversion dans un premier temps, mais celle-ci, malgré son caractère illégal, fut approuvée par le Bureau du Président et signée par le Secrétaire exécutif Ruben Torres.

Se voyant privés de leurs moyens de se nourrir eux-mêmes, les paysans ont alors occupé la propriété susdite et commencé à la cultiver. Le propriétaire réagit en envoyant des gardes armés pour harceler les paysans et détruire leurs huttes. Sans recours possible, les paysans décidèrent d'organiser des grèves de la faim devant le Bureau Central du DAR à Manille. Pendant 28 jours ils ne prirent rien d'autre que de l'eau. A cause de l'énorme pression publique, le Président Ramos publia alors une résolution qui attribua 100 ha aux paysans et le reste au propriétaire Norberto Quisumbing. Exaspéré

cependant par cette décision, Quisumbing porta l'affaire devant la Cour Suprême et le tribunal rétablit la décision antérieure en faveur du propriétaire. Cela se passait en 1999.

En 2002, le propriétaire vendit les 144 ha de terres à la compagnie San Miguel Foods (SMFI), le plus grand consortium philippin, qui projette d'y construire une porcherie industrielle. Aucun des projets dont dépendait la reconversion n'ayant été réalisé, les fermiers de Sumilao déposèrent en 2004 auprès du DAR à l'encontre de Quisumbing et/ou SMFI une requête en annulation du permis de reconversion basée sur le fait que Quisumbing n'avait entamé aucun travail d'aménagement de ses terres et que la SMFI avait violé les conditions du permis de reconversion en changeant complètement son affectation en voulant y installer une porcherie industrielle. L'affaire fut alors portée devant le Bureau de la Présidence et elle est encore pendante. Il y a peu, les fermiers décidèrent d'organiser une marche de 60 jours de Sumilao à Manille. Ils sont arrivés à Manille le 3 décembre, avant la Semaine de la Célébration des Droits de l'Homme dans l'espoir que soit entendue leur revendication des 144 ha qui leur appartiennent de droit.

### **Le mandat de FIAN**

Les Philippines sont un Etat partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et sont donc dans l'obligation, au regard du droit international, de réaliser le droit à l'alimentation de sa population. La réforme agraire est une démarche centrale dans la mise en oeuvre du droit des paysans sans terre à se nourrir eux-mêmes et est donc incontournable, obligatoire. La non installation des 165 fermiers désignés comme bénéficiaires pour le domaine de 144 ha et les irrégularités rapportées en ce qui concerne la reconversion des terres concernées constituent autant de violations de cette obligation. C'est pourquoi le gouvernement des Philippines a violé le droit des paysans à se nourrir eux-mêmes.

**Fin de l'action : 30 janvier 2008**

#### **Adresses**

Mrs. Gloria Macapagal-Arroyo  
President  
Republic of the Philippines  
Malacanang Palace  
JP Laurel Street, San Miguel  
Manila 1005  
PHILIPPINES  
Fax: 0063 2 736 1010

Hon. Nasser C. Pangandaman  
Secretary  
Department of Agrarian Reform  
Elliptical Road, Diliman, Quezon City  
PHILIPPINES  
Fax: 0063 2 929 3088

## Traduction de la lettre proposée

Madame la Présidente,

Il y a quelque temps j'ai reçu la nouvelle que 50 fermiers de Sumilao, Bukidnon, étaient en train de marcher. Ils ont parcouru 1500 kilomètres à pied pour atteindre Manille avant le 10 décembre, Journée Internationale des Droits Humains, dans le but de réclamer les 144 ha de terre pour lesquels ils avaient obtenu en 1995 un Certificat d'Attribution de Propriété Foncière CLOA. Néanmoins et apparemment pour contourner la Réforme Agraire Globale (CARP), le propriétaire Norberto Quisumbing a introduit, auprès du Ministère de la Réforme Agraire, une demande de reconversion de cette terre à vocation agricole en zone agro-industrielle. C'est contraire à la loi parce que les terres agricoles de premier choix ne peuvent faire l'objet d'une négociation pour reconversion. Alors que le DAR avait refusé cette demande, le Secrétaire exécutif Ruben Torres du Bureau de la Présidence avait, de manière étonnante, émis une résolution approuvant la demande de reconversion malgré son caractère illégal.

Pour rendre leur cause publique et se voir finalement attribuer la terre, les fermiers de Sumilao organisèrent des grèves de la faim devant le Bureau Central du DAR. Vingt-huit jours durant, ils ne prirent rien que de l'eau. Suite à cela, le Président Ramos publia une résolution par laquelle 100 ha étaient accordés aux fermiers et 44 ha au propriétaire. Plus tard, cette résolution fut révoquée par la Cour Suprême et la décision antérieure en faveur du propriétaire rétablie. Entre-temps, pas un des projets d'aménagement planifiés n'avait été mis en œuvre. En 2002, le propriétaire vendit les 144 ha de terre à la compagnie San Miguel Foods (SMFI), qui projette d'y construire une porcherie industrielle en violation du permis de reconversion car ce projet modifie en grande partie l'affectation prévue. En 2004, les fermiers de Sumilao introduisirent auprès du Ministère de la Réforme Agraire leur demande de résiliation du permis de reconversion. Cette résiliation fut refusée deux ans plus tard. En 2006, ils présentèrent leur demande de résiliation de la décision de reconversion au Bureau de la Présidence et l'affaire est encore pendante.

Les Philippines sont un Etat partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et sont donc dans l'obligation au regard du droit international de réaliser le droit à l'alimentation de leur population. C'est en ce sens que la réforme agraire a été dessinée. En ne donnant pas aux paysans de Sumilao la terre qui leur avait été attribuée au titre du CARP, les Philippines n'ont pas respecté leurs obligations et ont violé le droit à l'alimentation de ces fermiers. En tant que personne travaillant au niveau international pour la mise en œuvre du droit à l'alimentation, je voudrais vous demander, madame la Présidente,

- d'annuler le permis de reconversion
- de donner au Ministère de la réforme agraire l'ordre de notifier l'attribution des terres aux fermiers et de leur distribuer les 144 ha de terre de San Vicente, Sumilao, Bukidnon.

Sincères salutations

Mrs. Gloria Macapagal-Arroyo  
President  
Republic of the Philippines  
Malacanang Palace  
JP Laurel Street, San Miguel  
Manila 1005  
PHILIPPINES  
Fax: +63 2 736 1010

Dear Mrs. President,

Recently I received information regarding 50 Sumilao marching from Sumilao, Bukidnon, to Manila. They are walking a distance of 1500 kilometres to reach Manila by 10<sup>th</sup> of December, the International Human Rights Day, in order to claim 144 hectares of land for which they obtained a Certificate of Land Ownership Award CLOA in 1995. However, in an apparent attempt to circumvent the Comprehensive Agrarian Reform (CARP), the landowner Norberto Quisumbing applied for conversion of the land from agricultural to agro-industrial before the Department of Agrarian Reform. This was illegal because prime agricultural lands are non-negotiable for conversion. Surprisingly, however, while the DAR Secretary denied the application, the Office of the President, Executive Secretary Ruben Torres issued a resolution approving the application for conversion despite its illegality.

In order to make their case public and have land finally awarded to them, the Sumilao farmers staged hunger strikes in front of the DAR Central Office. For 28 days they consumed nothing but water. Subsequently, then President Ramos issued a resolution, wherein 100 ha were given to the farmers and 44 hectares to the landowner. This resolution was later revoked by the Supreme Court and the earlier ruling in favour of the landowner was reinstated. In the meantime, none of the planned development projects were implemented. In 2002, the landowner sold the 144 hectare land to San Miguel Foods, Inc (SMFI) which plans to set up a piggery farm in violation of the conversion order as it substantially changed its use. In 2004, the Sumilao farmers raised the petition for cancellation of the conversion order before the Department of Agrarian Reform, which was dismissed two years later. In 2006, they pursued their petition for cancellation of the conversion order before the Office of the President and the case is currently pending.

The Philippines is a state party to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and therefore duty-bound under international law to fulfil the right to food of all of its population. Agrarian reform is meant to implement this human right. By not providing land which was awarded to the Sumilao farmers under the CARP, the Philippines breaches this obligation and violates the right to food of these farmers. As a person working internationally for the implementation for the right to food, I would like to ask you, Mrs. President to:

1. Revoke the Conversion Order;
2. Instruct the Department of Agrarian Reform to immediately issue notice of coverage and distribute the 144 hectares of land in San Vicente, Sumilao, Bukidnon, to the farmers.

Sincerely yours,